

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des
Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92 013 NANTERRE Cedex

NANTERRE CEDEX, le 26/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE TÉLÉVISION

7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE
75 015 PARIS

Références : 5107 (E)
Code AIOT : 0007404161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement FRANCE TÉLÉVISION implanté 7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75 015 PARIS. L'inspection a été annoncée le 27/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TÉLÉVISION
- 7, ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75 015 PARIS
- Code AIOT : 0007404161
- Régime : Enregistrement

L'établissement de FRANCE TÉLÉVISION a été initialement déclaré en 1996. Il abrite 3 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 6 tours aéroréfrigérantes (TAR), en terrasse au 8^{ème} étage, de marque AIR TRAITEMENT (Jacir), de série 4267VNS28, de puissance thermique totale 8 100 kWth (2 circuits). Les TAR 1,2,3 et 4 ont un

fonctionnement saisonnier et les TAR 5 et 6 ont un fonctionnement annuel. Ces TAR sont classées sous la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE, régime de l'enregistrement, et sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 14/12/13. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité ;

- 3 groupes électrogènes de secours (GES), au sous-sol au niveau -4, de puissance totale de 11 MW alimentés par un dépôt aérien de FOD d'une capacité de 50 m³ soit 40 tonnes (2 cuves SE de 25 m³ en soute). Ces GES sont classés sous la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 03/08/18 ;

- 6 groupes froids (GF), 5 au sous-sol au niveau - 2 et 1 en terrasse, de marque TRANE d'une puissance électrique totale de 1960 kW contenant respectivement 1728kg de fluide réfrigérant (R 134a) et 42,6 kg de fluide réfrigérant (R 410a). Le site abrite donc un total de 1770,6 kg de fluide frigorigène. Ces GF sont classés sous la rubrique 1185-2-a de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 04/08/14. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque légionelles
- risque incendie
- site et sols pollués
- préservation de la couche d'ozone

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 22	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.I.1.a	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.I.1.b	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.2.b	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Surveillance de la qualité d'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 28.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Suivi des rejets	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 60	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Opérations de dégazage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, art. 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Affichage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, art. 4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
15	Propreté	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, art. 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Stockages	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, art. 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 23	/	Sans objet
5	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.I.1.c	/	Sans objet
6	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.I.2.c	/	Sans objet
7	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, art. 26.I.3	/	Sans objet
11	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, art. 3.2	/	Sans objet
13	Incendie	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, art. 4.1	/	Sans objet
17	Incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, art. 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les tours aéroréfrigérantes : de manière générale, le risque « légionelles » est maîtrisé sur le site de France TV. Cependant, les outils permettant le suivi et la maîtrise de ce risque sont soit manquants, soit incomplets. Un effort doit donc être entrepris par l'exploitant afin de se conformer pleinement à l'arrêté ministériel du 14/12/2013 et être en mesure de fournir les informations précises demandées par l'inspection des installations classées.

En ce qui concerne les groupes électrogènes de secours : il y a eu une fuite de fioul en avril 2022 au niveau des nourrices. Cet incident, important en termes de volume de fioul, n'a pas été rapporté à l'inspection des installations classées et les conséquences sont toujours visibles sur le site. Il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de tenir informer l'inspection des installations classées de tout incident ou événement significatif sur le site, et il doit remédier à la situation en éliminant les résidus de la fuite.

En ce qui concerne les groupes froids : de manière générale, les groupes froids sont bien entretenus. Cependant deux fuites notables de fluide frigorigène ont eu lieu en 2022. Les réparations afférentes ont été effectuées, mais l'exploitant doit prendre en compte ces incidents et améliorer sa stratégie de prévention des fuites de fluide frigorigène. De surcroît, l'exploitant n'avait pas informé l'inspection des installations classées de ces événements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p>
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté en sous-sol une rétention avec un trop grand volume de liquides dangereux au-dessus d'elle par rapport à sa capacité de rétention. <p>De plus, d'autres rétentions ont été constatées souillées ou même absentes. L'exploitant doit remédier à la situation en adaptant le volume des produits stockés ou les rétentions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p>
<p>Constats : Plusieurs sociétés interviennent sur les tours aéroréfrigérantes : les employés de France TV, IDEX, EAUTEX et EUROFINS.</p> <p>Le 12/01/2023, l'exploitant a envoyé les attestations de formation à la "prévention du risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes", délivrées par l'organisme de contrôle APAVE des personnels suivants : Messieurs Ali BELGUENDOUZI, Ludovic BUQUET, El-Hassane BOUHOURIA, Fabrice DI MASCIO, Mathias GOMEZ, Philippe GILBERT, Stéphane GOSSET, Denis PREVOT, Damien MARGUERITE, Allan NICOLAS, Jean-Marc SALIBA, Thomas ZELENKA, Christian PROUILLET et Stéphane PERBAL.</p> <p>Les attestations ont moins de 5 ans et sont valides.</p> <p>De plus, l'exploitant a également envoyé les attestations de formation "Connaître et prévenir le risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes", délivrées par APAVE, des personnels suivants : Messieurs Ali BELGUENDOUZI, Damir MINIC, Stéphane PERBAL et Fabrice DI MASCIO. Cette formation n'est pas un certificat d'aptitude mais une formation complémentaire à la formation "prévention du risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes".</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a envoyé les attestations de formation à la sensibilisation aux risques <i>légionella</i> en tours de refroidissement, délivrées par la société EAUTEX à ses employés. Ces formations permettent également au bénéficiaire de pouvoir réaliser des prélèvements d'eau sur les tours au vu d'analyses physico-chimiques ou au nettoyage/désinfection des tours.</p> <p>De surcroît, l'exploitant a fourni les attestations sur l'honneur de formation et habilitation pour la réalisation des prélèvements et des analyses sur terrain prévus pour les tours aéroréfrigérantes et les eaux chaudes sanitaires en vue d'analyses légionelles des employés de la société EUROFINS.</p> <p>Enfin, le 26/01/2023, l'exploitant a fourni les attestations de formation à la prévention du risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes des employés de la société IDEX, délivrées par la société APAVE et valides jusqu'en 2027.</p> <p>Tout le personnel intervenant sur les TAR du site a donc suivi une formation de prévention au risque légionelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...] La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.
Constats : L'exploitant a envoyé le 12/01/2023 l'attestation de réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR) par la société CAPSIS. Cette attestation indique que la prestation de l'audit suscitée a eu lieu le 17/11/2022 mais que le rapport est toujours en cours de rédaction au jour de l'édition du courrier, à savoir le 11/01/2023. Par ailleurs, par courriel du 26/01/2023, l'exploitant a fourni le tableau de plan d'action des TAR, c'est-à-dire le plan de suivi des actions correctives programmées à la suite de l'AMR et leur avancement. Ce tableau ne précise pas l'ensemble de TAR concerné. Deux tableaux de suivi sont donc attendus puisqu'il existe 1 AMR par ensemble. De plus le tableau ne reprend pas la priorisation des interventions mise en exergue dans les AMR, ni ne présente un échéancier de ces interventions. Enfin, il est également incomplet par rapport au nombre de suites demandées dans les AMR. L'exploitant fait réaliser ses AMR mais doit améliorer le suivi des "non-conformités" relevées dans ces documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Plan d'entretien – Présence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée : Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <p>[...]</p> <p>– un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</p> <p>[...]</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 12/01/2023 le tableur présentant le plan d'entretien, par tour. Ces tableaux présentent les calendriers annuels des prélèvements par tour, des gammes de maintenance des tours, de l'adoucisseur et des pompes doseuses ainsi que la date du nettoyage/désinfection annuel des tours.</p> <p>Aussi ce tableau correspond au plan de surveillance mais n'est pas conforme aux attentes du plan d'entretien.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni par courriel du 26/01/2023 le bilan annuel 2022 présentant la phase d'arrêt et de fonctionnement des TAR ainsi que les jours de prélèvement, d'arrêt pour nettoyage ou encore de désinfection.</p> <p>Il a également fourni les deux fiches de stratégie de traitement préventif.</p> <p>Nonobstant, l'exploitant doit synthétiser les différents éléments à extraire de tous ces documents afin de créer un plan d'entretien tel que défini dans article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> <p>De plus, cet arrêté précise "Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR." : ces éléments seront à inclure dans le plan d'entretien.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">– procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;– procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :<ul style="list-style-type: none">• suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;• en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;• en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;• suite à un arrêt prolongé complet ;• suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;• autres cas de figure propres à l'installation. <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 12/01/2023 les procédures de mise à l'arrêt et de redémarrage des tours. Elles n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Nettoyage préventif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 12/01/23 le rapport de nettoyage annuel des groupements de tours 1-4 puis 5-6, réalisé entre le 07/03/22 et le 05/05/22 par la société ENGIE. Le détartrage est réalisé par une action chimique via du DESOXAL. Les procédures de mise à l'arrêt et de redémarrage ont été respectées. Il est noté, pour les bassins des TAR 5 et 6, que la résine au sol est très dégradée. Lors de l'inspection, l'exploitant a informé du futur remplacement de ces deux tours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni le "plan de surveillance d'eau du circuit" réalisé par la société EAUTEX, le 14 décembre 2014. Ce document présente bien les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation et pour chaque indicateur, la société a défini des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Par ailleurs, les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont planifiés et suivis via le tableur présentant le plan d'entretien, par tour. Ces tableaux présentent les calendriers annuels, par tour, des prélèvements, des gammes de maintenance des tours, de l'adoucisseur et des pompes doseuses ainsi que la date du nettoyage/désinfection annuel des tours. Aussi ce tableau correspond au plan de surveillance et vient compléter le document susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Biocides

Prescription contrôlée : b) Traitement préventif

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.

Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées que les stratégies de traitement des deux ensembles de tours différaient.

Les TAR 1 à 4 ont une stratégie de traitement préventif via une injection de biocides continue ainsi qu'une filtration UV continue.

Les TAR 5 et 6 ont une stratégie de traitement préventif via un aimant et une filtration à sable continue.

Les deux ensembles ont un traitement préventif choc hebdomadaire via un galet de chlore.

L'exploitant n'était pas en mesure de justifier le choix de ces différentes stratégies malgré le fait qu'elles se montrent toutes les deux efficaces sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles, au vu des résultats des analyses légionelles.

De surcroît, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que la stratégie de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu était limitée aux cas où aucune stratégie alternative n'était possible (une autre stratégie, via aimant, étant mise en place sur le site).

Enfin, le filtre à UV de l'ensemble TAR 1-4 présentait des algues. L'exploitant a indiqué que l'équipement allait être changé.

Ces éléments représentent des non-conformités. L'installation, l'AMR et les documents afférents devront être revus en conséquence.

Par ailleurs, par courriel du 26/01/2023, l'exploitant a fourni la stratégie de traitement des tours 1 à 4 et celle des tours 5 à 6.

Ces documents reprennent les éléments techniques énoncés ci-dessus. Il y est précisé que, dans le cas où le traitement préventif est un traitement chimique (TAR 1-4), l'exploitant s'est assuré :

- que les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour empêcher la prolifération des légionelles ;
- qu'elles ne présentent pas de risque pour l'intégrité de l'installation ;
- qu'elles limitent les impacts sur le milieu ;
- de la compatibilité des réactifs.

Et il y est précisé dans les deux stratégies de traitement préventif, les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquelles ils sont rejetés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Surveillance de la qualité d'eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. Matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 12/01/2023 le plan d'entretien des tours. Ce dernier indique la fréquence de la surveillance de l'eau d'appoint de chaque tour. Celle-ci est mensuelle. Le jour de l'inspection, l'exploitant a montré le rapport d'analyse de l'eau d'appoint. Bien que respectant les valeurs limites, ce rapport n'explique pas quel ensemble a été contrôlé (TAR 1-4 ou TAR 5-6). L'exploitant doit revoir ce point avec le laboratoire agréé réalisant les analyses de son installation classée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après. [...]
<p>Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 12/01/23 deux rapports d'analyse des eaux de rejets correspondant au groupement des TAR 1-4 et 5-6. Les prélèvements ont été réalisés par la société EUROFINS, respectivement, les 11/08/22 et 20/10/22.</p> <p>L'article sus-cité ne précise pas de valeurs seuil à respecter. Cependant, il est relevé un doublement du taux de chlorure rejeté par les TAR 1-4 par rapport au TAR 5-6 : 118 mg Cl/l contre 46,2 mg Cl/l.</p> <p>De même pour les TAR 1 à 4, la concentration en Fer atteint 40 microgramme/l, celle en cuivre atteint 51,8 microgramme/l et celle en zing, 102 microgramme/l.</p> <p>Ces éléments n'ont pas été recherchés pour les TAR 5 et 6, ce qui représente une non-conformité à l'article sus-visé.</p> <p>De plus, l'exploitant a la responsabilité d'interpréter ces résultats. Et ce notamment en rapport avec les stratégies de traitement des groupements de TAR qui diffèrent : l'ensemble 1-4 a un traitement continu en biocide avec traitement UV, un traitement choc hebdomadaire à l'aide d'un galet de chlore et un traitement anti-corrosion. L'ensemble 5-6 présente un traitement à l'aimant (absence de biocide et aucun traitement UV), un traitement choc via un galet de chlore et un traitement anti-corrosion. Cependant, en l'absence d'analyse de certains éléments métalliques sur l'ensemble 5-6, la comparaison des rejets des 2 stratégies est limitée.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en place d'une "lire" afin de vérifier la corrosion. En effet lors de la visite des locaux techniques, l'inspection a pu constater la présence de ce système de tuyaux détachable afin d'y vérifier leur corrosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été constaté l'étiquetage réglementaire des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Opérations de dégazage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de dégazage
Prescription contrôlée : Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de deux fuites de 32 kg et 208 kg de fluide frigorigène en 2022 sur deux groupes froids différents. Il a précisé que la fuite avait été réparée rapidement par la société TRAN ; l'exploitant doit encore fournir la preuve d'intervention de la société. Par ailleurs, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir le registre susvisé. De surcroît, en cas d'incident ou d'accident, l'exploitant doit en informer l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention
Prescription contrôlée : Présence d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Pour les locaux à température négative, les extincteurs sont installés à l'extérieur de ceux-ci.
Constats : Des extincteurs étaient bien présents et leur dernière date de vérification était inférieure à un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des consignes de sécurité sur les équipements
Prescription contrôlée : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
Constats : Lors de l'inspection il a été constaté qu'il manquait l'affichage des consignes de sécurité sur les équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté une fuite de fioul très importante et que toute la rétention en béton est souillée. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la fuite d'une des deux nourrices avait eu lieu en avril 2022. L'exploitant doit mettre en place un curetage de son local et fournir les bordereaux de suivi des déchets de la matière absorbante servant à résorber le fioul dispersé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite l'exploitant n'était pas en mesure de fournir l'état des stocks. Il a été constaté la présence de deux citernes faisant 25 000 litres de fioul chacune. Elles devront apparaître sur le document en tonnage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Présence de 2 extincteurs (un par appareil à combustion).
Constats : Lors de la visite il a été constaté la présence d'extincteurs et leur dernière date de vérification était bien inférieure à un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

